

61% DES FRANÇAIS CRAIGNENT QUE LES DROITS DES ENFANTS SOIENT MENACÉS CES PROCHAINES ANNÉES

Seulement 25% font confiance à l'Etat pour défendre les droits des enfants

A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, la Fondation ACTION ENFANCE, en collaboration avec l'institut Appinio, dévoile les résultats de son enquête nationale sur la perception des droits des enfants en France. Cette photographie sociétale, réalisée auprès de 1 000 Français, révèle un équilibre encore fragile entre la prise de conscience collective, la reconnaissance des droits fondamentaux des enfants et un besoin urgent de continuer à promouvoir et à veiller à leur mise en œuvre concrète.



François Vacherat, Directeur général de la Fondation ACTION ENFANCE

Les résultats de ce sondage reflètent toute la complexité du chemin qui reste encore à parcourir en matière de droits, de reconnaissance et d'écoute de la parole des enfants en France. Les Français expriment une perception ambivalente : d'un côté, un regard pessimiste marqué par l'impression que les droits des enfants peinent à se concrétiser ; de l'autre, le sentiment de progrès réels concernant certains droits, notamment la protection contre les violences faites aux enfants et la prise en compte de leur parole ; signes d'avancées concrètes sur le terrain. Cette dynamique reste toutefois encore fragile, surtout lorsque l'on sait que 12% des Français interrogés déclarent avoir subi des maltraitances durant leur enfance.

Notre responsabilité à tous - en tant que fondations, associations, institutions et citoyens - est de réussir à faire le lien entre ces deux réalités et de transformer des idéaux en actions tangibles et concrètes, au bénéfice des enfants que nous devons protéger. Un défi de taille que nous nous efforçons de relever chaque jour pour façonner une société où chacun puisse grandir et se (re)construire en toute sécurité.



Chiffres clés à retenir :

- Pour **32%** des Français, aucune amélioration significative n'a été réalisée en matière de droits de l'enfant **ces dix dernières années**.
- **32%** des Français perçoivent que les **droits des enfants ne sont pas ou peu respectés** en France.
- Le **harcèlement et cyberharcèlement** sont perçus par **27%** des Français comme la **principale menace** contre les droits des enfants.
- **Un Français sur quatre** affirme avoir déjà été **témoin d'une atteinte aux droits d'un enfant** et seulement **28%** ont entrepris des démarches.
- **12%** des Français déclarent avoir **subi des maltraitances dans leur enfance** (physique, psychologique et/ou sexuelle).

La CIDE : une notoriété réelle mais une connaissance partielle

Si **72% des Français déclarent connaître la Convention Internationale des Droits de l'Enfant**, cette notoriété reste partielle puisque 41% n'en ont qu'une vague notion. Une dualité qui révèle un réel éveil sociétal, tout en montrant combien il reste à faire pour approfondir la compréhension de ces droits.

Les droits des enfants : un écart persistant entre constat et action

Un Français sur quatre affirme avoir déjà été témoin d'une atteinte aux droits d'un enfant (négligence, maltraitance, discrimination...). Pourtant, parmi eux, **seuls 28% ont engagé des démarches concrètes**. Ce décalage souligne un paradoxe : malgré une reconnaissance croissante des droits de l'enfant, notamment grâce à des campagnes de sensibilisation, le passage à l'action demeure encore insuffisant.



“ **Corinne Guidat, Directrice de l'Innovation et de l'Amélioration de la Qualité chez ACTION ENFANCE**, relève néanmoins un signe encourageant : « Je me réjouis de voir grandir l'attention des Français face aux atteintes aux droits des enfants, un progrès essentiel pour prévenir les risques et mieux les protéger. Mais cette prise de conscience se traduit encore insuffisamment par des gestes concrets — comme signaler une situation de violence ou orienter vers le 119. Il nous faut donc continuer à renforcer la sensibilisation et proposer des outils simples et accessibles, afin que chacun se sente réellement en capacité d'agir pour protéger les enfants contre toute forme de maltraitance. »



Des droits jugés menacés et sous tension

Près d'un tiers des Français (32 %) estiment que **les droits de l'enfant sont peu ou pas respectés**, révélant une confiance affaiblie envers les pouvoirs publics, dans un contexte marqué par les violences, la précarité et les inégalités.

- Cette défiance se confirme : **seuls 25 % font confiance à l'État** pour améliorer la situation. En parallèle, les Français se tournent davantage vers d'autres acteurs jugés plus fiables : **les familles (49 %), les associations (47 %)** ainsi que les **services de santé et de protection de l'enfance (47 %)**.

Face à ce scepticisme, les attentes sont nettes : **renforcer les contrôles (21 %), développer la prévention (17 %) et améliorer la formation des professionnels (17%)**. Ces résultats soulignent une demande de mesures plus visibles, structurées et efficaces pour garantir les droits de l'enfant.

L'écoute de la parole de l'enfant : un enjeu encore inégalement perçu

Si **52% des Français estiment que la parole des enfants est suffisamment prise en compte dans les décisions qui les concernent**, ce résultat masque une réalité plus nuancée : parmi ceux qui ne partagent pas cet avis, **64% des 18-24 ans jugent cette écoute insuffisante**, voire inexistante. Une fracture générationnelle qui met en lumière des attentes fortes de reconnaissance et d'autonomie chez les jeunes, futurs acteurs de la société de demain.

*Méthodologie : étude réalisée par la Fondation ACTION ENFANCE en collaboration avec Appinio.
Sondage mené en octobre 2025 auprès de 1000 Français représentatifs de la population française.*

Pour toute demande de tournage, interview, rencontre, merci de contacter notre service de presse :
Camille Rolland – 06 75 84 52 08 – camille.r@tmarkoagency.com
Laura Lescaut – 07 76 14 81 53 – laura.l@tmarkoagency.com

A propos de la Fondation ACTION ENFANCE

En France, depuis près de 70 ans, ACTION ENFANCE a pour mission de protéger l'enfance. La Fondation accueille, protège et éduque des frères et sœurs en danger, de la petite enfance à la vie adulte. Séparés de leurs parents sur décision du juge des enfants, pour cause de maltraitance, de négligences ou encore de graves difficultés familiales, les 1000 enfants confiés à ACTION ENFANCE sont ainsi réunis dans des Villages d'Enfants et d'Adolescents, composés d'une dizaine de maisons à taille humaine et chaleureuses, dans lesquelles ils peuvent se reconstruire, entourés d'éducateurs familiaux. ACTION ENFANCE porte en effet la conviction que frères et sœurs grandissent mieux ensemble en leur offrant un cadre stable, éducatif et protecteur, afin de les aider à mieux grandir et s'insérer dans la société.

Pour en savoir plus : www.actionenfance.org

A propos d'Appinio

Appinio est un institut d'études international qui allie expertise méthodologique et technologie de pointe pour offrir une solution d'études marketing nouvelle génération.

Sa plateforme intuitive et tout-en-un permet d'obtenir des insights consommateurs fiables en temps record, grâce à un panel global couvrant plus de 190 marchés.